



EDITORIAL

RELATIONS ÉTAT ET RELIGIONS

Faux débat

Luc Caregari

En habile stratège, le ministre des cultes François Biltgen a obtenu ce qu'il voulait des rapporteurs : ne pas poser la question de la séparation entre l'Etat et les communautés religieuses, tout en se posant comme réformateur.

Quand une journaliste leur demande s'ils ont des recommandations à faire sur le futur rapport entre les communautés religieuses et l'Etat au Luxembourg, le groupe d'experts étrangers qui présente le fameux rapport est un peu gêné. On ne serait pas là pour dire comment le pays devrait évoluer, ce serait au parlement de décider cela, répondent-ils. Leur mission n'aurait de toute façon été que consultative, une sorte de mise en contexte du « cas Luxembourg » avec en prime une comparaison avec les autres modèles de financement des cultes chez nos voisins, qui comprend également une liste des avantages et désavantages de tels modèles. Mais ce n'est pas tout à fait vrai.

Si le « rapport du groupe d'experts chargé de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses ou philosophiques au grand-duché de Luxembourg » comprend quelques observations sur les inégalités que crée le système de conventionnement à la luxembourgeoise - notamment en ce qui concerne les avantages du culte catholique par rapport aux autres, l'interprétation du règlement sur les fabriques d'églises de 1809 et le catéchisme - il laisse presque totalement de côté la possibilité même d'une séparation totale entre l'Etat et les cultes. Certes, le modèle français, ou plutôt les modèles, puisqu'une partie du rapport se consacre au concordat toujours existant en Alsace et en Lorraine, est explicité en long et en large, mais « le système français n'est pas forcément adaptable », selon Francis Messner du CNRS français, un des experts. Leur argument principal est de dire que « La tradition et l'histoire du Grand-Duché plaident néanmoins pour le maintien d'une forme de soutien aux communautés culturelles » (p. 76 du rapport).

Mais ce n'est pas le seul argument pour la continuité dans le système. Selon une autre experte, Caroline Säggesser de l'ULB, « un financement des cultes est aussi un contrôle des



PHOTO: WOXX

cultes et un gage de transparence ». Au vu des inégalités notamment envers la communauté musulmane - qui est pourtant la deuxième du pays - soulevées par le rapport, cela équivaut à dire : « Si vous ne financez pas les musulmans, qui sait qui ils choisiront comme imam ? ». Certes, la mainmise de l'Etat sur les finances des cultes permet un certain contrôle. Mais si une communauté religieuse dérape, c'est aux services de police et de renseignement de répondre et non au ministère des cultes de les payer avec l'argent du contribuable.

Car l'essentiel est que le vieux schisme reste : les soi-disant « communautés philosophiques », donc en grande partie l'Aha et Libco, ont certes été écoutées, mais « aucune d'entre elles ne voudrait faire partie du système de conventionnement ». Elles seront donc bien exclues de la « large consultation » que le ministre souhaite lancer. Tout comme elles n'ont probablement pas été de la partie quand la première « maison de la laïcité » a ouvert ses portes ce jeudi à Belvaux. C'est que Biltgen a su habilement manoeuvrer les opposants au financement des communautés religieuses dans l'impasse, tout simplement en ne leur permettant pas de rentrer dans le champ de la discussion.

Ainsi, il pourra réformer quelques inégalités, mais sauver l'essentiel. Si on combine cela à l'annonce de Jean-Claude Juncker de se porter à nouveau candidat au poste de premier ministre en 2014 et probablement ad vitam aeternam ainsi que la fièvre monarchique en vue du mariage princier, on voit bien que la triade CSV-église-monarchie se voit toujours en position inattaquable et ne met pas son futur en question.

NEWS

Réfugiés : A la loupe **p. 3**

Cargolux : Touch and go **S. 4**

REGARDS

Budget 2013 : Not macht nicht erfinderisch **S. 6**

Künstlerstatus : Struggle for life **S. 8**

Bitter years, sweet crisis : Au delà de l'amertume **p. 10**

Un phare pour le CNA : Montrer et voir **p. 12**

Libye : Le démantèlement compliqué des milices **p. 14**